



**PRÉFET  
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

**Arrêté préfectoral de mise en demeure N° 47-2025-06-10-00001 du 10 juin 2025**

en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

Société KWS FRANCE

dont le siège social est situé 1439 route des tilleuls à Roye (80700)  
de respecter les prescriptions applicables aux activités de traitement mécanique  
(concassage, criblage, tamisage...) et de stockage de semences  
exploitées 721 route de Vianne à Buzet-sur-Baïse (47160)

Le préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'article L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le Code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013239-0003 du 27 août 2013 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement pour la SARL KWS FRANCE à Buzet-sur-Baïse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014286-0001 du 13 octobre 2014 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013239-0003 du 27 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement par la SARL KWS à Buzet-sur-Baïse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 47-2016-09-23-003 du 23 septembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013239-0003 du 27 août 2013 modifié autorisant l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement par la SARL KWS FRANCE à Buzet-sur-Baïse ;

**Vu** le point 3 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé qui dispose :

« Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large.

Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs REI. Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives REI.

Lorsque des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones, ils sont isolés par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures sur 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives REI. »

**Vu** le point 10 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé qui dispose :

« Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.

Les dispositifs de coupure sont situés en toiture. Le dispositif de coupure du circuit en courant continu se situe au plus près des panneaux photovoltaïques.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. [...] »

**Vu** le point 11 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé qui dispose :

« [...] Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence. [...] »

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date 15 avril 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriels, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire, en dates des 19 et 22 mai 2025 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 19 mars 2025, ainsi que dans le cadre de l'examen des documents en sa possession, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- des panneaux photovoltaïques étaient implantés à moins d'un mètre de certains exutoires de désenfumage et d'autres à moins de 5 mètres d'une paroi séparative REI ;
- des câbles de l'installation photovoltaïque cheminaient à moins de 5 mètres des parois séparatives REI sans dispositif de type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures ;
- l'absence de dispositif de coupure d'urgence accessible en toutes circonstances et agissant sur le circuit de production au plus près des panneaux photovoltaïques ;
- l'absence de dispositif REI 60 permettant l'isolement des onduleurs des zones à risques d'incendie et d'explosion ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des point 3, 10 et 11 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils s'opposent à :

- la prévention des incendies et de leur propagation à l'intégralité du bâtiment ;
- la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société KWS FRANCE de respecter les dispositions des point 3, 10 et 11 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne :



## ARRÊTE

- **Article 1** : La société KWS France exploitant une installation de traitement mécanique (concassage, criblage, tamisage...) et de stockage de semences au 721 route de Vianne à Buzet-sur-Baïse (47160) est mise en demeure de respecter les dispositions du point 3 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé en procédant à la modification de l'installation photovoltaïque de sorte que :

- les panneaux photovoltaïques soient implantés à moins d'un mètre des exutoires de désenfumage et à moins de 5 mètres d'une paroi séparative REI ;
- les câbles soient placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiés REI, ou en isolant ces câbles par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures si des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones ;

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- **Article 2** : La société KWS France exploitant une installation de traitement mécanique (concassage, criblage, tamisage...) et de stockage de semences au 721 route de Vianne à Buzet-sur-Baïse (47160) est mise en demeure de respecter les dispositions du point 10 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé en mettant en place les dispositifs de coupure d'urgence exigés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- **Article 3** : La société KWS France exploitant une installation de traitement mécanique (concassage, criblage, tamisage...) et de stockage de semences au 721 route de Vianne à Buzet-sur-Baïse (47160) est mise en demeure de respecter les dispositions du point 11 de l'annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 susvisé en isolant les onduleurs des zones à risques d'incendie ou d'explosion par un dispositif de résistance au feu REI 60 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- **Article 4** : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

- **Article 5** : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

- **Article 6** : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;
- Monsieur le Maire de la commune de Damazan (47160) ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agén, le 10 JUIN 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Cédric BOUET